

ÊTRE CITOYEN D'EUROPE ET HOMME DE FOI CHRÉTIENS ET MUSULMANS, PARTNENAIRES ACTIFS DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

DÉCLARATION FINALE

Cette rencontre, organisée par le Comité conjoint pour les Relations avec les Musulmans en Europe du Conseil des Conférences Épiscopales d'Europe (CCEE) et de la Conférence des Églises d'Europe (KEK), avec le soutien financier de l'Union européenne, a réuni, du 20 au 23 octobre 2008, 45 musulmans et chrétiens provenant de 16 pays d'Europe. Elle s'inscrit dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel et du 60^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies.

Comme chrétiens et musulmans, nous nous sommes réunis ici, dans la ville de Malines, en Belgique, afin de discuter sur le thème *Être citoyen d'Europe et homme de foi*.

À la suite des profondes transformations qu'elle vit actuellement, l'Europe est en train de devenir une société pluraliste, interethnique, interculturelle et interreligieuse. Et cela en partie à cause des migrations, tant à l'intérieur de ses frontières que provenant de l'extérieur.

Certains pays d'Europe ont une religion d'État, d'autres pas. Cependant, tous adoptent en principe une attitude résolument neutre vis-à-vis de la religion. Cette attitude tend à créer une situation dans laquelle toutes les Églises et religions reçoivent le même traitement, jouissent des mêmes droits et sont tenues d'observer les mêmes devoirs et responsabilités. En certains endroits, on observe une tendance à reléguer progressivement la religion dans la sphère privée, ce qui peut aboutir à sa marginalisation du domaine public, et par suite, à la suppression de toute manifestation publique de la foi.

Les Églises, communautés religieuses et communautés idéologiques d'une part, et l'État de l'autre, sont des entités distinctes qui interviennent dans des domaines différents. Néanmoins, dans toute société démocratique, les premières ont le droit et le devoir de guider leurs membres. L'État doit se garder de mettre ses citoyens dans l'obligation de choisir entre leur loyauté à son endroit et leur fidélité à leurs convictions religieuses. L'État est en droit d'exiger de tous ses citoyens un engagement clair et public en faveur de la démocratie et une attitude responsable en vue de leur intégration dans la vie, la culture et les traditions du pays.

Comme chrétiens et musulmans, nous déclarons que nous sommes citoyens *et* croyants, et non pas citoyens *ou* croyants. Nous sommes donc appelés à travailler main dans la main avec l'État auquel nous appartenons selon les modalités les plus appropriées, sans devenir pour autant des subalternes du gouvernement. Nous disons cela parce que nous sommes convaincus que les communautés religieuses et l'État doivent construire ensemble le bien commun. Cette conviction découle de notre sentiment d'appartenance non seulement à nos dénominations respectives, mais aussi à l'entreprise collective qu'on appelle citoyenneté. Nous croyons que l'unité et la diversité de nos sociétés contribuent à les enrichir et à les rendre meilleures.

Comme chrétiens et musulmans, nous croyons que le futur de nos sociétés européennes dépendra en grande partie de notre volonté, comme citoyens et hommes de foi, de préserver et développer les fondements culturels et religieux de l'Europe, ainsi que de la possibilité qui nous sera donnée d'y contribuer.

Comme chrétiens et musulmans, nous croyons au principe d'intégration. Ce principe ne doit jamais comporter l'obligation de renoncer à notre identité religieuse, ce qui pourrait être le cas si on nous interdisait de porter ou d'exposer des symboles religieux dans les lieux

publics, ou si on nous empêchait de célébrer nos fêtes religieuses sous prétexte qu'elles risquent de heurter la sensibilité des autres croyants ou qu'elles vont à l'encontre des principes de l'État laïc.

Comme chrétiens et musulmans, nous reconnaissons le droit à la liberté de conscience, le droit de changer de religion ou de décider de vivre sans religion, et le droit de manifester publiquement et de proclamer nos convictions religieuses sans être ridiculisés ou réduits au silence par les préjugés, les stéréotypes intentionnels et l'ignorance.

Comme chrétiens et musulmans, nous croyons que le dialogue consiste autant à écouter qu'à parler, en nous permettant ainsi d'approfondir notre connaissance mutuelle. C'est pourquoi nous affirmons la nécessité d'écouter les femmes et les hommes dans tous les domaines du leadership de la société civile.

Ce dialogue doit exister non seulement entre nous, musulmans et chrétiens, mais aussi avec les autres grandes religions et traditions humanistes. Lorsque ce dialogue débouche sur l'action, celle-ci peut également inclure les ONG, conseils religieux et autres organisations communautaires. Nous apprenons ainsi à guérir les blessures de la division dues aux conflits du passé, afin de devenir vraiment des ambassadeurs de réconciliation. Pour cela, il est nécessaire de nous *connaître* les uns les autres.

Comme chrétiens et musulmans, nous affirmons par-dessus tout l'importance du témoignage de notre religion et de nos traditions respectives. Nous offrons un témoignage commun du fait que l'homme découvre son identité à travers sa relation à Dieu. Cela nous amène à affirmer l'importance primordiale et le rôle vital de la famille, de la dignité humaine, de la justice sociale, et de la défense de l'environnement. Cela exclut également tout recours à la violence au nom de la religion. Nous condamnons par ailleurs toutes les formes militantes et hostiles du laïcisme qui créent des discriminations entre les citoyens et ne laissent plus aucune place à la foi et à la pratique religieuse. Nous soutenons non seulement l'engagement social des communautés religieuses, mais aussi leur appel commun à vivre selon la Parole de Dieu.

Comme chrétiens et musulmans, nous appelons à un approfondissement de notre connaissance mutuelle, en ouvrant les mosquées et les églises aux visiteurs des autres communautés et en apprenant des personnes engagées. Cela inclut des rencontres entre spécialistes et des échanges universitaires. Nous devons nous intéresser à l'esprit des religions autant qu'à leur apparence extérieure. Nous nous engageons à éviter toute généralisation à propos de l'« Autre ».

Les droits humains sont universels, et parmi eux, il y a le droit à la liberté de religion. Nous appelons de nos vœux un partenariat entre chrétiens et musulmans en Europe afin de promouvoir ce droit fondamental. La solidarité avec ceux qui souffrent dans et hors d'Europe doit être encouragée, et une médiation doit être offerte chaque fois que possible.

L'identité comporte de nombreuses couches, dont l'une est la religion. À l'image d'une corde dont la solidité dépend de ses nombreux fils torsadés, notre identité est celle d'Européens, de citoyens de tel ou tel pays, ayant une certaine origine ethnique. Nous sommes stimulés à bâtir des ponts entre les cultures et les religions. L'Europe est appelée à devenir un laboratoire de connaissance mutuelle pour les musulmans et les chrétiens.

Notre désir pour les générations futures est qu'elles vivent en paix et en harmonie en tenant compte de nos différences religieuses, et qu'elles travaillent au progrès de la société. Le dialogue interreligieux doit débiter très tôt, là où les enfants et les jeunes se rencontrent et prennent conscience de leurs différences, c'est-à-dire dans les salles de classe et les cours de récréation de nos collèges et dans nos communautés religieuses. Cela demande des projets spécifiques au niveau local.

En tant que participants, nous nous engageons à diffuser le contenu de ce document dans nos communautés et structures respectives, et à encourager son application concrète tant au niveau national que local. Nous recommandons qu'une conférence soit organisée pour en assurer le suivi, et nous suggérons qu'elle se tienne dans deux ans, afin de vérifier les progrès accomplis en réponse aux défis que nous avons indiqués, et d'envisager les nouvelles questions qui pourraient se présenter.

Malines-Bruxelles, 23 octobre 2008